

AGAME

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2022

AGAME

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 198 Chemin CD 41 – 97419 La Possession

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'AGAME,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AGAME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Évaluation des fonds dédiés**

Le « tableau de suivi des fonds dédiés » figurant dans la partie « Notes sur le bilan passif – Analyse des fonds dédiés » de l'annexe des comptes annuels recense l'ensemble des fonds dédiés de l'exercice. Dans le cadre de nos diligences, nous nous sommes assurés, par l'examen des subventions, de leur correcte évaluation et de leur exhaustivité

- **Évaluation des produits constatés d'avance**

L'association a enregistré des subventions relatives à des programmes pluriannuels. Dans le cadre de nos diligences, nous nous sommes assurés, par l'examen des subventions, de leur valorisation et de leur correcte affectation à l'exercice contrôlé.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 16/08/2023

AUDIRE SARL
Société de Commissaires aux Comptes



David PINTO
Représentant légal - Associé

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	482	241	241	401	- 160
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	81 119	37 068	44 051	52 565	-8 514
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	12 932		12 932	12 932	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	4 307		4 307	10 300	- 5 993
TOTAL (I)	98 839	37 308	61 531	76 198	- 14 667
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	17 331		17 331	34 368	- 17 037
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	133 618		133 618	124 426	9 192
Valeurs mobilières de placement	15		15		15
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	96 653		96 653	86 532	10 121
Charges constatées d'avance	19		19	414	- 395
TOTAL (II)	247 636		247 636	245 740	1 896
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	346 476	37 308	309 167	321 937	- 12 770

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Bilan association ANC (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	7 000	7 000	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles	13 771	13 771	
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	16 583	10 570	6 013
Excédent ou déficit de l'exercice	40 877	6 013	34 864
Situation nette (sous total)	78 231	37 354	40 877
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	37 380	41 562	- 4 182
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	115 611	78 917	36 694
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	10 000	79 356	- 69 356
TOTAL (II)	10 000	79 356	- 69 356
Provisions			
Provisions pour risques	18 785		18 785
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	18 785		18 785
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	902		902
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 261	41 438	- 8 177
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	32 392	43 560	- 11 168
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 700	2 700	
Autres dettes	1 205	45 691	- 44 486
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	94 311	30 276	64 035
TOTAL (IV)	164 771	163 665	1 106
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	309 167	321 937	- 12 770
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	160	195	- 35	-17,95
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	54 223	60 040	- 5 817	-9,69
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	76 759	74 650	2 109	2,83
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	464 592	407 695	56 897	13,96
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	25		25	N/S
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	1 500		1 500	N/S
Utilisations des fonds dédiés	69 356		69 356	N/S
Autres produits	85	8	77	962,50
Total des produits d'exploitation (I)	666 699	542 588	124 111	22,87
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	16 162	5 465	10 697	195,74
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	122 928	77 465	45 463	58,69
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	14 020	5 006	9 014	180,06
Salaires et traitements	406 100	352 443	53 657	15,22
Charges sociales	42 887	22 954	19 933	86,84
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 450	11 464	3 986	34,77
Dotations aux provisions	18 785		18 785	N/S
Reports en fonds dédiés		69 356	- 69 356	-100
Autres charges	444	4	440	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	636 776	544 157	92 619	17,02
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	29 923	-1 569	31 492	N/S
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	523		523	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	523		523	N/S
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	3	20	- 17	-85,00
Différences négatives de change		1	- 1	-100
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	3	21	- 18	-85,71
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	520	-21	541	N/S
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	30 443	-1 590	32 033	N/S
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 654	6 081	- 4 427	-72,80
Sur opérations en capital	10 552	5 588	4 964	88,83
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	12 206	11 670	536	4,59
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 772	4 066	- 2 294	-56,42
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 772	4 066	- 2 294	-56,42
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	10 434	7 603	2 831	37,24
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	679 428	554 258	125 170	22,58
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	638 552	548 245	90 307	16,47
EXCEDENT OU DEFICIT	40 877	6 013	34 864	579,81
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	10 000	10 000		0,00
. Bénévolats	5 000	5 000		0,00
Total	15 000	15 000		0,00
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	10 000	10 000		0,00
. Prestations				
. Personnel bénévole	5 000	5 000		0,00
Total	15 000	15 000		0,00

Annexes Associations 2023

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité :

- l'association assure des prestations d'assemblage et de réemploi informatique.
- l'association accompagne les publics dans l'amélioration de leurs projets professionnels.
- l'association se soucie de recyclage et de développement durable.
- l'association exerce toute activité commerciale de ventes de biens et/ou de services destinées à réaliser son objet.

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'ACI-AGAME est une Association créée en 2014. Forte d'une volonté de créer de l'insertion socio-professionnelle, elle réemploie des ordinateurs en prévention des déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) afin d'agir en faveur de l'inclusion numérique en équipant et formant des personnes qui en sont éloignées.

- Description des moyens mis en œuvre :

- 4 locaux,
- 38 salariés dont 31 en insertion (CDDI),
- 1 véhicule,
- les outillages et matériels nécessaires au réemploi en informatique.

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 309 167,28 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 40 876,84 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 20/07/2023 par les dirigeants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels tels que prévus par le Plan Comptable Général et le règlement ANC 2014-03.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Créances immobilisées :

Les créances, dont les créances immobilisées, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances immobilisées font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Titres immobilisés :

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé, dont les titres immobilisés sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	482			482
Immobilisations corporelles	74 343	6 776		81 119
Immobilisations financières	23 232	2 507	8 500	17 239
TOTAL	98 056	9 283	8 500	98 839

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	80	161		241
TOTAL I	80	161		241
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	7 741	6 045		13 786
Matériel de transport	11 384	3 998		15 382
Matériel de bureau et informatique	2 654	5 246		7 900
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	21 778	15 289		37 068
TOTAL GENERAL (I+II)	21 858	15 450		37 308

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	4 807		4 807
Prêts			
Autres créances	4 307		4 307
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	17 331	17 331	
Autres créances	130 418	130 418	
Charges constatées d'avance	19	19	
TOTAL	156 882	147 768	9 114

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	976
Subventions/financements	104 340
Autres produits à recevoir	22 379
TOTAL	127 695

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 000				7 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	13 771				13 771
Dont générosité du public					
Report à nouveau	10 570	6 013			16 583
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	6 013		40 877	6 013	40 877
Dont générosité du public					
Situation nette	37 354	6 013	40 877	6 013	78 231
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	41 562		19 000	23 182	37 380
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	78 917	6 013	59 877	29 195	115 611
TOTAL dont générosité du public					

SARL AUDIRE
 Société de Commissariat aux comptes
 3 Rue Crémont
 97400 SAINT-DENIS
 Tél : 0262 94 89 19
 Mail : contact@audire.re
 Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation : CNE Port Formations / Etat DEETS	79 356		69 356			10 000	10 000
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	79 356		69 356			10 000	10 000

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

Subventions d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Caisse d'Allocations Familiales	Equipement	765			765
Commune du Port (1)	Equipement	8 379			8 379
Commune du Port (2)	Equipement	12 000		7 445	4 555
Région Réunion	Equipement	19 532			19 532
FDI Etat	Equipement	12 041			12 041
Commune du Port (3)	Equipement		19 000	5 185	13 815
TOTAL		52 717	19 000	12 630	59 086

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		18 785		18 785
TOTAL (II)		18 785		18 785
TOTAL GENERAL (I+II)		18 785		18 785
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		18 785		
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	902	902		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	33 261	33 261		
Dettes fiscales et sociales	32 392	32 392		
Dettes sur immobilisations	2 700	2 700		
Autres dettes	1 205	1 205		
Produits constatés d'avance	94 311	94 311		
TOTAL	164 771	164 771		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	8 017
Dettes fiscales et sociales	13 755
Autres dettes	208
TOTAL	21 980

Annexes Associations 2023 (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ASP ACI	Fonctionnement	231 334	212 289	19 045	7 099	
ASP APPRENTI	Fonctionnement	4 433	1 100	3 333		
ASP AD.RELAIS	Fonctionnement	56 497	56 497			
MAIRIE LE PORT	Fonctionnement	116 545	91 989	24 556		
FOND. FOND'KER	Fonctionnement	3 500	3 500			
TCO	Fonctionnement	30 000	24 000	6 000		
ETAT FDI	Fonctionnement					6 048
DEETS Lutte/Pauv	Fonctionnement	115 000	57 500	57 500		
DEETS Coop/Acco	Fonctionnement	9 000	9 000			
TOTAL		566 309	455 875	110 434	7 099	6 048

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires présentant un caractère significatif font l'objet d'une information dans l'annexe portant sur leur nature et leur importance.

Elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, aux biens meubles ou immeubles, dons en nature, etc.

1/ Bénévolat des membres du CA :

Les réunions informelles en présentiel ou par téléphone avec les membres du CA et la direction de l'Agame pour les tenir informés des actions de l'association sont valorisées au montant du Smic Brut (11,07 € pour 2022) et sont réparties comme suit : 200 h / an pour le Président, 150 h / an pour le trésorier et 150 h / an pour la secrétaire, soit pour un total de 5 535,00Euros arrondi à 5 000,00Euros.

2/ Contributions volontaires :

Nous avons estimé la valeur des loyers des 2 locaux mis à disposition par la SHLMR à 450.00Euros chacun, compte tenu de leur superficie et de leur situation en QPV soit pour un total de 10 800.00 Euros arrondi à 10 000.00Euros.

Annexes Associations 2023 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	16	
TOTAL	18	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 882.50Euros.